



ACCORD

établissant

l'Office international

des bois tropicaux

CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL CNUCED/GATT

GENÈVE, 1977

CHAPITRE I - CREATION DE L'OFFICE INTERNATIONAL
DES BOIS TROPICAUX

Article premier

Création de l'OFFICE international des bois tropicaux

Il est créé un OFFICE international des bois tropicaux (ci-après dénommé l'OFFICE).

CHAPITRE II - OBJECTIFS DE L'OFFICE

Article 2

Objectifs

Les objectifs de l'OFFICE sont les suivants :

1. Encourager la coopération entre les Membres et les organismes inter-gouvernementaux concernés afin :

- a) de développer les marchés mondiaux des bois tropicaux et des articles manufacturés en bois tropicaux, et
- b) de promouvoir l'utilisation optimale et d'augmenter la valeur ajoutée des bois tropicaux,

dans le but d'augmenter les recettes d'exportation des pays producteurs de bois tropicaux et de promouvoir les exportations de bois tropicaux transformés et manufacturés en provenance des pays producteurs;

2. Faciliter la coordination des efforts des Membres de manière à :

- a) accroître le nombre des essences tropicales entrant dans le commerce international grâce à la vulgarisation des essences peu connues et à la promotion de leur écoulement sur les marchés;
- b) encourager l'exportation de bois tropicaux transformés et manufacturés en informant les pays producteurs de bois tropicaux des débouchés et des techniques de marketing;
- c) encourager la mise au point des produits grâce à une liaison ou à une collaboration avec les institutions et les cabinets de consultants appropriés des pays producteurs et des pays consommateurs;
- d) harmoniser les pratiques commerciales concernant le classement par qualité et la normalisation des bois tropicaux, la classification par utilisation finale et l'amélioration des clauses des contrats de vente;
- e) rationaliser les circuits de commercialisation;
- f) chercher à abaisser les frais de transport; et

3. Assurer les services ci-après :

- a) un service de renseignements sur les marchés et d'autres services d'information portant sur les éléments commerciaux, promotionnels et techniques du commerce des bois tropicaux et des articles manufacturés en bois tropicaux, en collaboration avec les associations professionnelles, les instituts de recherche et les milieux apparentés des pays consommateurs, ainsi qu'avec les institutions internationales;
- b) organisation de réunions des pays producteurs et, selon qu'il sera approprié, de réunions des pays producteurs et des pays consommateurs, pour l'examen des problèmes commerciaux qui présentent un intérêt commun;
- c) prestation d'une assistance technique aux Membres qui en feront la demande, en collaboration avec les institutions techniques nationales et internationales capables d'apporter un appui aux activités de l'OFFICE;
- d) la prestation de tous autres services que l'OFFICE pourrait juger utiles pour atteindre ces objectifs.

CHAPITRE III - DEFINITIONS

Article 3

Définitions

L'expression "bois tropicaux" s'entend de toute essence qui pousse entre le tropique du Cancer et le tropique du Capricorne.

Le terme "Membre" s'entend d'un pays producteur de bois tropicaux qui est devenu partie à l'Accord.

L'expression "pays producteur de bois tropicaux" s'entend d'un pays qui possède des ressources forestières et qui produit des bois tropicaux et des articles manufacturés en bois tropicaux provenant de ses forêts.

L'expression "articles manufacturés en bois tropicaux" s'entend de tous les articles manufacturés entièrement ou partiellement en bois tropicaux.

L'expression "à la majorité des deux tiers" s'entend d'un vote à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les Membres présents et votants.

CHAPITRE IV -- STRUCTURE, COMPOSITION, SIEGE ET
STATUT DE L'OFFICE

Article 4

Structure

L'OFFICE exerce ses fonctions par l'intermédiaire

- a) d'un Conseil,
- b) d'un Secrétariat et
- c) d'un Forum de consultations entre les Membres et les pays importateurs de bois tropicaux.

Article 5

Composition

Sont Membres de l'OFFICE les Etats producteurs de bois tropicaux et d'articles manufacturés en bois tropicaux, qui deviennent parties au présent Accord.

Article 6

Siège

1. Le Conseil choisira à sa première session le pays (dénommé ci-après pays hôte) où sera situé le siège de l'OFFICE.
2. En cas de besoin, le Conseil pourra décider le transfert du siège.

Article 7

Statut, privilèges et immunités

1. L'OFFICE est doté de la personnalité juridique. Il a la capacité de contracter, d'acquérir et d'aliéner des biens meubles et immeubles, et d'ester en justice.

2. Aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du présent Accord, l'OFFICE conclura avec le gouvernement du pays hôte un accord, qui devra être approuvé par le Conseil, sur le statut et les privilèges et immunités de l'OFFICE, de son Directeur exécutif, de son personnel, de ses experts et des représentants des Membres pendant les séjours qu'ils effectuent sur le territoire du pays hôte pour l'exercice de leurs fonctions.

3. L'accord envisagé au paragraphe 2 du présent article sera indépendant du présent Accord. Toutefois, il y sera mis fin :

- a) par voie d'accord entre le gouvernement du pays hôte et l'OFFICE, ou
- b) au cas où le siège de l'OFFICE serait transféré hors du territoire du pays hôte, ou
- c) au cas où l'OFFICE cesserait d'exister.

CHAPITRE V - LE CONSEIL

Article 8

Composition du Conseil

1. Le Conseil se compose de tous les Membres de l'OFFICE.
2. Chaque Membre est représenté au Conseil par un seul représentant et, s'il le désire, par un ou plusieurs suppléants. Chaque Membre peut nommer aussi un ou plusieurs conseillers auprès de sa délégation.

Article 9

Pouvoirs et fonctions du Conseil

1. Le Conseil exerce tous les pouvoirs et accomplit ou fait accomplir toutes les fonctions nécessaires à l'exécution des dispositions du présent Accord.
2. Le Conseil arrête les dispositions de son règlement intérieur.
3. Le Conseil reçoit et examine les rapports du Directeur exécutif et statue sur toutes questions qui lui sont soumises par le Directeur exécutif.
4. Le Conseil approuve les budgets et établit le règlement financier de l'OFFICE.
5. Le Conseil contrôle les dépenses et approuve les comptes de l'OFFICE.
6. Le Conseil peut constituer tous comités dont la création lui paraît nécessaire.
7. Le Conseil nomme le Directeur exécutif aux conditions qu'il pourra déterminer. Le Directeur exécutif doit être ressortissant de l'un des Membres.
8. Le Conseil reçoit et examine les recommandations du Forum de consultations visé à l'article 20.

Article 10

Sessions du Conseil

1. Le Conseil se réunira en session ordinaire au moins une fois par an, aux dates qu'il aura fixées. La première session ordinaire sera convoquée par le Directeur du Centre du commerce international CNUCED/GATT au plus tard quatre-vingt-dix jours après l'entrée en vigueur du présent Accord. Les sessions ordinaires suivantes du Conseil seront convoquées par le Directeur exécutif.
2. Le Conseil est convoqué en session extraordinaire par le Directeur exécutif à la demande d'au moins un membre de l'OFFICE ou sur l'initiative du Directeur exécutif, sous réserve de l'approbation préalable d'au moins un tiers des membres du Conseil; le Conseil est convoqué en session extraordinaire au plus tard soixante jours après l'approbation de la demande.
3. Le Conseil peut décider de siéger en tout autre lieu que le siège de l'OFFICE.
4. Si un Membre invite le Conseil à se réunir ailleurs qu'au siège, et si le Conseil en décide ainsi, les frais supplémentaires qu'entraîne cette décision sont à la charge de ce Membre.

Article 11

Quorum au Conseil

Le quorum exigé pour toute séance du Conseil est constitué par la présence des deux tiers au moins des Membres.

Article 12

Présidence et vice-présidences du Conseil

1. Chaque année, à sa première session ordinaire, le Conseil élit parmi les représentants des Membres un président ainsi qu'un premier et un deuxième vice-président. Le Président et les Vice-Présidents restent en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs à la première session ordinaire de l'exercice suivant.

2. Le Président est choisi parmi les représentants des Membres de l'une des trois régions productrices d'Afrique, d'Asie et Pacifique ou d'Amérique latine. Le premier Vice-Président est choisi parmi les représentants d'une région productrice autre que celle à laquelle appartient le Président. Le deuxième Vice-Président est choisi parmi les représentants de la troisième région productrice. Ces charges sont occupées par roulement par les représentants des trois régions dans l'ordre indiqué dans le présent paragraphe.

3. En cas d'absence temporaire du Président et des deux Vice-Présidents, ou en cas d'absence durable de l'un ou de plusieurs d'entre eux, le Conseil élit parmi les représentants des Membres, selon qu'il est approprié, de nouveaux titulaires de ces charges, à titre temporaire ou permanent, selon les besoins, compte dûment tenu de la disposition du paragraphe 2 du présent article en matière de roulement.

CHAPITRE VI - LE SECRETARIAT

Article 13

Le Secrétariat

1. Le Directeur exécutif est l'administrateur principal de l'OFFICE. Il nomme le personnel du Secrétariat conformément au Règlement arrêté par le Conseil. Le personnel du Secrétariat est responsable devant le Directeur exécutif.
2. Le Directeur exécutif établit et présente au Conseil le programme de travail annuel de l'OFFICE.
3. Le Directeur exécutif établit et présente au Conseil un état des comptes pour chaque exercice et les prévisions budgétaires pour l'exercice suivant.
4. Le Directeur exécutif tient le Conseil régulièrement informé de toutes les activités de l'OFFICE.
5. Le Directeur exécutif s'acquitte des autres tâches qui peuvent lui être confiées par le Conseil.
6. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Directeur exécutif et le personnel du Secrétariat ne solliciteront ni n'accepteront d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'OFFICE. Ils s'abstiendront de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux. Chaque Membre de l'OFFICE respectera le caractère exclusivement international des fonctions du Directeur exécutif et du personnel du Secrétariat et ne cherchera pas à les influencer dans l'exécution de leur tâche.
7. Le Directeur exécutif et les autres membres du personnel du Secrétariat sont tenus de n'avoir aucun intérêt financier ou matériel d'autre nature dans le commerce ou l'industrie des bois tropicaux et aucun intérêt commercial dans toute autre activité liée aux bois tropicaux.

CHAPITRE VII - DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 14

Budget administratif

1. Avant la fin du premier semestre de chaque exercice financier, le Directeur exécutif présente au Conseil le budget administratif de l'OFFICE pour l'exercice financier suivant. Le budget administratif couvre tous les frais administratifs et les dépenses ordinaires de fonctionnement de l'OFFICE.
2. Le Conseil approuve le budget administratif de l'OFFICE.
3. Tous les Membres versent chaque année une contribution, d'un même montant, pour couvrir le budget administratif de l'OFFICE.

Article 15

Activités au titre de projets et leurs budgets

1. Avant la fin du premier semestre de chaque exercice, le Directeur exécutif présente au Conseil des propositions d'activités à mener sous la forme de projets. Les activités au titre de projets comprendront certains programmes de promotion et des études de marché ainsi que les autres activités qui répondent aux objectifs de l'OFFICE et qui ne présentent pas un caractère permanent. Le Directeur exécutif formule ses propositions d'activités au titre de projets après avoir consulté les Membres sur leurs besoins. Le Conseil fixe un ordre de priorité pour ces activités.
2. Pour chaque projet proposé, le Directeur exécutif présentera un budget qui indiquera notamment la possibilité d'obtenir une assistance financière et technique de sources multilatérales et d'autres sources appropriées, et il adressera des recommandations au Conseil à ce sujet.
3. Le Conseil approuve les projets à exécuter, en tenant compte de la nécessité d'adopter un programme bénéficiant à tous les Membres dans la plus grande mesure possible et d'assurer un équilibre entre les avantages qu'en retirent les Membres et leurs contributions.
4. Le Conseil examine périodiquement les procédures de sélection et de financement des projets.

Article 16

Versement des contributions

1. Les contributions fixées pour un exercice financier donné sont exigibles le premier jour du mois précédant le début de l'exercice.
2. Elles sont versées en monnaie librement convertible.
3. L'exercice financier correspond à l'année civile.

Article 17

Vérification et publication des comptes

Soixante jours après la clôture de chaque exercice financier, l'état des comptes et le bilan de l'OFFICE pour cet exercice financier, vérifiés par un commissaire aux comptes indépendant, sont présentés au Conseil pour approbation et publication. Le Secrétariat publie l'état des comptes et le bilan approuvés.

CHAPITRE VIII - PROCEDURE DE VOTE

Article 18

Procédure de vote

Chaque Membre de l'OFFICE dispose d'une voix.

Article 19

Décisions du Conseil

1. Le Conseil doit, pour prendre une décision, s'efforcer d'établir un consensus. S'il n'y parvient pas, la question examinée fera l'objet d'une décision prise à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les Membres présents et votants.
2. Le Membre qui n'acquitte pas sa contribution financière à l'OFFICE dans un délai de 12 mois à compter de la date à laquelle elle est exigible n'est pas habilité à voter, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

CHAPITRE IX - COOPERATION AVEC LES PAYS IMPORTATEURS

Article 20

Coopération avec les pays importateurs

1. Le Conseil convoque, au moins une fois l'an, un Forum de consultations sur des questions de coopération entre les Membres d'une part et, d'autre part, les gouvernements et/ou les organisations professionnelles du bois et les instituts de recherche des pays importateurs.
2. Le Directeur exécutif invite, aux fins d'application du paragraphe 1 du présent article, les gouvernements des pays importateurs et/ou les organisations professionnelles du bois et les instituts de recherche de ces pays à participer aux consultations.
3. Le Forum présente des recommandations au Conseil concernant les activités de l'OFFICE qui touchent aux questions de fond.
4. Le Directeur exécutif préside les débats du Forum.

CHAPITRE X - RELATIONS AVEC L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES ET D'AUTRES ORGANISATIONS

Article 21

Relations avec l'Organisation des Nations Unies
et d'autres organisations

1. Le Conseil peut prendre toutes dispositions utiles en vue d'engager des consultations ou d'établir une coopération avec l'Organisation des Nations Unies et ses organes, en particulier avec le Programme des Nations Unies pour le développement, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Centre du commerce international CNUCED/GATT, et avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ainsi qu'avec d'autres institutions spécialisées des Nations Unies, s'il y a lieu.
2. Le Conseil peut coopérer avec d'autres organisations intergouvernementales dont les intérêts et les activités sont apparentés aux objectifs de l'OFFICE.
3. Le Conseil peut coopérer avec les gouvernements d'Etats non membres dont les intérêts et les activités sont apparentés aux objectifs de l'OFFICE.
4. Le Conseil peut prendre toutes dispositions utiles en vue de procéder à des consultations avec des organisations non gouvernementales, nationales et internationales, sur des activités qui sont apparentées aux objectifs de l'OFFICE.

CHAPITRE XI - DISPOSITIONS FINALES

Article 22

Signature

A partir du 16 janvier 1978 le présent Accord est ouvert, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à la signature des gouvernements des pays producteurs de bois tropicaux, qui étaient invités à la réunion intergouvernementale des pays producteurs de bois tropicaux tenue à Genève du 31 octobre au 9 novembre 1977.

Article 23

Ratification

1. Le présent Accord est soumis à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des gouvernements signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.
2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ci-après dénommé le dépositaire).

Article 24

Entrée en vigueur

Le présent Accord entrera en vigueur six mois après la date à laquelle la moitié au moins des pays producteurs de bois tropicaux qui ont été invités à la réunion des pays producteurs de bois tropicaux tenue à Genève du 31 octobre au 9 novembre 1977 auront déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du dépositaire.

Article 25

Accession

Le présent Accord sera ouvert à l'accession du gouvernement de tout Etat pouvant devenir Membre en vertu de l'article 5, aux conditions que le Conseil aura arrêtées. L'accession est effectuée par le dépôt d'un instrument d'accession auprès du dépositaire. Il est mentionné dans l'instrument d'accession que le gouvernement accepte toutes lesdites conditions.

Article 26

Réserves

Il ne peut être formulé de réserves à l'une quelconque des dispositions du présent Accord.

Article 27

Interprétation

Tout problème ou différend concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord qui ne sera pas réglé par les Membres en cause sera, à la demande de l'un quelconque des Membres parties au problème ou au différend, porté devant le Conseil pour décision.

Article 28

Exclusion

Si le Conseil constate qu'un Membre n'a pas encore versé sa contribution financière à l'OFFICE vingt-quatre mois après la date à laquelle cette contribution était exigible ou n'a pas rempli les autres obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord, il peut décider d'exclure ce Membre de l'OFFICE. Le Conseil notifiera immédiatement cette décision au dépositaire. Trois mois après la date de la décision du Conseil, ce Membre cessera d'être Membre de l'OFFICE.

Article 29

Retrait

1. Tout Membre peut se retirer du présent Accord moyennant notification écrite adressée au dépositaire, qui en informera immédiatement les autres Membres ainsi que le Directeur exécutif.
2. Le retrait peut être notifié à tout moment après l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord.
3. Le retrait prend effet à l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date à laquelle le dépositaire aura reçu la notification écrite.

Article 30

Apurement des comptes avec les Membres qui se retirent de l'Accord ou qui sont exclus de l'OFFICE

1. Le Conseil procède à l'apurement des comptes avec le Membre qui se retire de l'Accord ou qui est exclu de l'OFFICE. L'OFFICE conserve les sommes déjà versées par le Membre concerné. Ledit Membre est tenu de verser toutes sommes qu'il doit à l'OFFICE au moment où son retrait ou son exclusion prend effet. Toutefois, dans le cas du Membre qui, ne pouvant accepter un amendement de l'Accord, cesse de participer à l'OFFICE en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 32, le Conseil peut procéder à l'apurement des comptes de la façon qui lui paraît équitable.
2. Le Membre qui s'est retiré de l'Accord ou qui a été exclu de l'OFFICE ou qui pour toute autre raison a cessé de participer à l'OFFICE n'a droit à aucune part du produit de la liquidation ou à d'autres biens de l'OFFICE; de même, il ne supporte aucune part du déficit éventuel de l'OFFICE lors de l'extinction du présent Accord.

Article 31

Extinction et règlement des obligations

1. Le Conseil peut décider de mettre fin aux activités de l'OFFICE.

2. A la suite de cette décision, l'OFFICE cessera toutes ses activités, sauf celles qui ont pour objet la répartition ordonnée et la sauvegarde de ses avoirs ainsi que le règlement de ses obligations. Jusqu'au règlement final de ces obligations et à la répartition de ces avoirs, l'OFFICE continuera d'exister et tous les droits et obligations mutuels de l'OFFICE et de ses Membres demeureront inchangés, si ce n'est qu'aucun Membre ne pourra plus être exclu ou ne pourra plus se retirer de l'Accord, et qu'aucune attribution d'avoirs ne sera faite aux Membres sauf dans les conditions prévues au présent article. La base de répartition des avoirs sera décidée par le Conseil. Tout Membre qui, à ce moment, sera en retard dans le paiement de ses contributions aura sa part diminuée du montant de ses arriérés.

Article 32

Amendements

1. Le Conseil peut décider de recommander aux Membres d'apporter un amendement au présent Accord. Il fixe le délai dans lequel chaque Membre notifiera au dépositaire qu'il accepte ou qu'il refuse l'amendement. L'amendement prendra effet soixante jours après réception par le dépositaire des notifications d'acceptation des trois quarts au moins des Parties.

2. Toute proposition d'amendement à l'Accord est communiquée par le Directeur exécutif aux Parties à l'Accord six mois au moins avant la date de son examen par le Conseil.

3. Le dépositaire informera les Parties de toutes les notifications qu'il aura reçues au titre du présent article, et de la date d'entrée en vigueur de l'amendement.

4. Le Membre au nom duquel l'acceptation d'un amendement n'a pas été notifiée à la date à laquelle cet amendement prend effet cesse à partir de cette date de participer à l'OFFICE, à moins que le Conseil, au vu des justifications produites par ce Membre, ne juge que l'acceptation de l'amendement ne pouvait être obtenue dans le délai imparti en raison des difficultés de l'accomplissement des procédures constitutionnelles dudit Membre et ne décide de proroger pour lui le délai d'acceptation. Le Membre n'est pas lié par l'amendement avant d'en avoir notifié l'acceptation.

Article 33

Textes authentiques de l'Accord

Les textes français, anglais et espagnol du présent Accord font également foi. Les originaux seront déposés dans les archives des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord à la date qui figure en face de leurs signatures.

TEXTO DEL CONVENIO

**por el que se crea
la Oficina internacional
de la madera tropical**

CENTRO DE COMERCIO INTERNACIONAL UNCTAD/GATT

GINEBRA, 1977

CAPITULO I - ESTABLECIMIENTO DE LA OFICINA INTERNACIONAL
DE LA MADERA TROPICAL

Artículo 1

Establecimiento de la Oficina Internacional de la Madera Tropical

Por el presente instrumento se establece la Oficina Internacional de la Madera Tropical (denominada en adelante la OFICINA).

CAPITULO II - OBJETIVOS DE LA OFICINA

Artículo 2

Objetivos

Los objetivos de la OFICINA son los siguientes:

1. Fomentar la cooperación entre los Miembros y los organismos intergubernamentales interesados para:

- a) desarrollar el mercado mundial de la madera tropical y de las manufacturas de ella y
- b) promover una utilización óptima y una mayor valorización de la madera tropical,

con el fin de aumentar los ingresos de exportación de los países productores de madera tropical y de estimular las exportaciones de productos de madera tropical elaborados y manufacturados procedentes de los países productores;

2. Facilitar los esfuerzos coordinados de los Miembros para:

- a) ampliar el número de las especies de madera tropical que son objeto de comercio internacional mediante la difusión de información sobre el mercado y el fomento de las especies menos conocidas;
- b) estimular la exportación de productos de madera elaborados y manufacturados señalando a la atención de los países productores de madera tropical las oportunidades que ofrece el mercado y las técnicas de comercialización;
- c) estimular el perfeccionamiento de los productos en enlace o colaboración con las instituciones y firmas consultoras pertinentes de los países productores y consumidores;
- d) armonizar las prácticas comerciales en lo que se refiere a la clasificación por calidades y la normalización de la madera tropical, su clasificación según los usos finales y el mejoramiento de las disposiciones de los contratos de venta;
- e) racionalizar los canales de comercialización;
- f) buscar la manera de reducir los costes de transporte; y

3. Encargarse de:

- a) prestar un servicio de investigación de mercados y servicios de información por lo que respecta a las cuestiones técnicas, comerciales y de promoción referentes al comercio de la madera tropical y de sus manufacturas, en cooperación con las asociaciones mercantiles, las instituciones de investigación y otras entidades conexas de los países consumidores, así como con los organismos internacionales;
- b) organizar reuniones de países productores y, cuando sea pertinente, reuniones de países productores y consumidores, para discutir los problemas comerciales de interés común;
- c) facilitar asistencia técnica a los Miembros que lo soliciten en colaboración con los organismos técnicos nacionales e internacionales que puedan prestar apoyo a las actividades de la OFICINA;
- d) prestar cualquier otro servicio encaminado al logro de estos objetivos.

CAPITULO III - DEFINICIONES

Artículo 3

Definiciones

Por "madera tropical" se entiende toda clase de especies de madera que se producen entre el Trópico de Cáncer y el de Capricornio.

Por "Miembro" se entiende todo país productor de madera tropical que haya pasado a ser parte en el Convenio.

Por "país productor de madera tropical" se entiende todo país que posea recursos forestales y que produzca madera tropical y manufacturas de ella.

Por la expresión "manufacturas de ella" se entiende todos los productos manufacturados en todo o en parte de madera tropical.

Por "mayoría de dos tercios" se entiende una mayoría de dos tercios de los votos emitidos por los Miembros presentes y votantes.

CAPITULO IV - ESTRUCTURA, MIEMBROS, SEDE
Y CONDICIÓN JURIDICA DE LA OFICINA

Artículo 4

Estructura

La OFICINA desarrollará sus actividades por conducto de:

- a) un Consejo,
- b) una Secretaría y
- c) un Foro para la celebración de consultas entre los Miembros y los países importadores de madera tropical.

Artículo 5

Miembros

Serán Miembros de la OFICINA los Estados productores de madera tropical y manufacturas de ella que pasen a ser Parte en el presente Convenio.

Artículo 6

Sede

1. En su primera reunión, el Consejo decidirá el país, al que se denominará en adelante país de la Sede, donde radicará la OFICINA.
2. En caso necesario el Consejo podrá adoptar la decisión de cambiar el lugar de la Sede.

Artículo 7

Condición jurídica, privilegios e inmunidades

1. La OFICINA tendrá personería jurídica. Tendrá capacidad para contratar, adquirir y enajenar bienes muebles e inmuebles y para comparecer en juicio.
2. Una vez que haya entrado en vigor el presente Convenio, la OFICINA celebrará, lo antes posible, con el Gobierno del país de la Sede un acuerdo, que se someterá

a la aprobación del Consejo, sobre la condición jurídica, los privilegios y las inmunidades de la OFICINA, de su Director Ejecutivo, su personal y expertos y de los representantes de los Miembros mientras se hallen en el territorio del país de la Sede para el ejercicio de sus funciones.

3. El acuerdo a que se refiere el párrafo 2 de este artículo será independiente del presente Convenio. Ello no obstante, ese acuerdo se extinguirá:

- a) en caso de convenirlo así el Gobierno del país de la Sede y la OFICINA, o
- b) en caso de que la Sede de la OFICINA sea trasladada fuera del territorio del país en que radica, o
- c) en caso de que la OFICINA deje de existir.

CAPITULO V - EL CONSEJO

Artículo 8

Composición del Consejo

1. El Consejo estará compuesto de todos los Miembros de la OFICINA.
2. Cada Miembro tendrá en el Consejo un representante principal y, si así lo desea, uno o más representantes suplentes. Asimismo, cada Miembro podrá nombrar uno o más asesores de sus representantes.

Artículo 9

Facultades y funciones del Consejo

1. El Consejo ejercerá todas las facultades y desempeñará o dispondrá que se desempeñen todas las funciones que sean necesarias para el cumplimiento de las disposiciones del presente Convenio.
2. El Consejo adoptará su propio reglamento.
3. El Consejo recibirá y examinará los informes del Director Ejecutivo y decidirá sobre todos los asuntos que éste le remita.
4. El Consejo aprobará el presupuesto y adoptará las disposiciones financieras de la OFICINA.
5. El Consejo examinará los gastos y aprobará las cuentas de la OFICINA.
6. El Consejo podrá establecer los comités que considere necesarios.
7. El Consejo nombrará al Director Ejecutivo de la OFICINA en la forma y condiciones que el propio Consejo establezca. El Director Ejecutivo deberá ser nacional de uno de los países Miembros.
8. El Consejo admitirá y considerará las recomendaciones del Foro para la celebración de consultas a que se refiere el artículo 20.

Artículo 10

Reuniones del Consejo

1. El Consejo celebrará reuniones ordinarias por lo menos una vez al año en las fechas que fije él mismo. La primera reunión ordinaria la convocará el Director del Centro de Comercio Internacional UNCTAD/GATT a más tardar noventa días después de la entrada en vigor del presente Convenio. Las reuniones ordinarias subsiguientes serán convocadas por el Director Ejecutivo.
2. Con sujeción a la aprobación previa de al menos un tercio de los Miembros, el Director Ejecutivo convocará una reunión extraordinaria del Consejo si así lo pide un Miembro de la OFICINA o bien por iniciativa propia; las reuniones extraordinarias deberán convocarse en el plazo de sesenta días después de la aprobación de la petición.
3. El Consejo podrá decidir la celebración de una reunión en un lugar distinto de la Sede de la OFICINA.
4. Si un Miembro invita al Consejo a reunirse fuera de la Sede y éste así decide hacerlo, dicho Miembro deberá correr con los gastos adicionales que ello ocasione.

Artículo 11

Quórum del Consejo

Para que una reunión del Consejo tenga lugar se necesitará que estén presentes por lo menos dos tercios de los Miembros.

Artículo 12

Presidente y Vicepresidentes del Consejo

1. En su primera reunión ordinaria de cada año, el Consejo elegirá entre los representantes de los miembros a un Presidente, un Vicepresidente primero y un Vicepresidente segundo, que ocuparán su cargo hasta la elección de sus sucesores en la primera reunión ordinaria del año siguiente.
2. Se elegirá Presidente al representante de un Miembro de una de las tres regiones productoras de Africa, Asia y el Pacífico, y América Latina. Se elegirá primer Vicepresidente al representante de un Miembro de una región productora distinta de aquella de la que proceda el Presidente, y segundo Vicepresidente al representante de un Miembro de la restante región productora. Tales cargos se alternarán entre las tres regiones en el orden señalado en el presente párrafo.

3. En caso de ausencia temporal del Presidente y de ambos Vicepresidentes, o de ausencia permanente de uno o más de ellos, el Consejo elegirá a otros como sea oportuno entre los representantes de sus Miembros con carácter temporal o permanente, según proceda, teniendo debidamente en cuenta el principio de alternación enunciado en el párrafo 2 del presente artículo.

CAPITULO VI - LA SECRETARIA

Artículo 13

La Secretaría

1. El Director Ejecutivo será el principal funcionario administrativo de la OFICINA y nombrará al personal de la Secretaría de conformidad con las reglas que el Consejo establezca. El personal de la Secretaría dependerá del Director Ejecutivo.
2. El Director Ejecutivo preparará el programa de trabajo anual de la OFICINA y lo presentará al Consejo.
3. El Director Ejecutivo preparará y presentará al Consejo el estado de cuentas correspondiente al año y el proyecto de presupuesto para el año siguiente.
4. El Director Ejecutivo mantendrá al Consejo regularmente informado de todas las actividades de la OFICINA.
5. El Director Ejecutivo ejercerá las demás funciones que le asigne el Consejo.
6. En el cumplimiento de sus deberes, el Director Ejecutivo y el personal de la Secretaría no solicitarán ni recibirán instrucciones de ningún gobierno ni de ninguna autoridad ajena a la OFICINA, y se abstendrán de actuar en forma alguna que sea incompatible con su condición de funcionarios internacionales. Cada uno de los Miembros de la OFICINA respetará el carácter exclusivamente internacional de las funciones del Director Ejecutivo y del personal de la Secretaría y no tratará de influir sobre ellos en el desempeño de sus funciones.
7. El Director Ejecutivo y los miembros del personal de la Secretaría no deberán tener ningún interés financiero o material en el comercio y la industria de la madera tropical ni ningún interés comercial en cualquier otra actividad relacionada con la madera tropical.

CAPITULO VII - FINANZAS

Artículo 14

Presupuesto administrativo

1. Antes de terminar el segundo semestre de cada ejercicio financiero, el Director Ejecutivo presentará al Consejo el presupuesto administrativo de la OFICINA para el siguiente ejercicio financiero. El presupuesto administrativo abarcará todos los costes administrativos y los gastos ordinarios de funcionamiento de la OFICINA.
2. El Consejo aprobará el presupuesto administrativo de la OFICINA.
3. Para sufragar el presupuesto administrativo de la OFICINA, cada Miembro aportará todos los años una contribución igual.

Artículo 15

Actividades y presupuestos de los proyectos

1. Antes de terminar el primer semestre de cada año de cada ejercicio financiero, el Director Ejecutivo presentará al Consejo propuestas relativas a las actividades que han de llevarse a cabo en forma de proyectos. Las actividades comprendidas en los proyectos serán los programas de promoción y las investigaciones de mercado especiales, así como cualquier otra actividad que responda a los objetivos de la OFICINA pero que no tenga un carácter permanente. En la formulación de propuestas relativas a actividades comprendidas en proyectos, el Director Ejecutivo celebrará consultas con los Miembros acerca de sus necesidades. El Consejo establecerá un orden de prioridad para esas actividades.
2. Para cada proyecto propuesto el Director Ejecutivo presentará un presupuesto, en el que indicará, entre otros extremos, las posibilidades de obtener asistencia financiera y técnica de fuentes multilaterales y de otras fuentes adecuadas, y hará a ese respecto recomendaciones al Consejo.
3. El Consejo aprobará los proyectos que deban realizarse, teniendo presente la necesidad de que el programa beneficie a todos los Miembros en la mayor medida posible y de que exista equilibrio entre los beneficios y las contribuciones de los Miembros.
4. El Consejo examinará periódicamente los procedimientos de selección y financiación de los proyectos.

Artículo 16

Pago de las contribuciones

1. Las contribuciones correspondientes a un ejercicio financiero serán pagaderas en el primer día del mes anterior a aquel en que principie el ejercicio financiero.
2. El pago se hará en una moneda libremente convertible.
3. El ejercicio financiero será el año civil.

Artículo 17

Verificación y publicación de cuentas

Sesenta días después del cierre de cada ejercicio financiero, se presentará al Consejo, para su aprobación, un balance y un estado de cuentas de la OFICINA correspondientes al ejercicio financiero y verificados por auditores independientes. La Secretaría publicará las cuentas aprobadas.

CAPITULO VIII - VOTACION

Artículo 18

Votación

Cada Miembro de la OFICINA tendrá un voto.

Artículo 19

Decisiones del Consejo

1. El Consejo procurará adoptar sus decisiones por consenso. En caso de que el consenso no pueda lograrse, la decisión sobre la cuestión de que se trate será adoptada por una mayoría de dos tercios de los Miembros presentes y votantes.
2. Un Miembro que no pague su contribución financiera dentro de los doce meses siguientes a la fecha en que esa contribución sea pagadera no tendrá derecho a votar, salvo que el Consejo decida lo contrario.

CAPITULO IX - COOPERACION CON LOS PAISES IMPORTADORES

Artículo 20

Cooperación con los países importadores

1. Por lo menos una vez al año, el Consejo organizará un Foro para la celebración de consultas acerca de las cuestiones relativas a la cooperación entre los Miembros y los gobiernos de los países importadores y/o las organizaciones mercantiles e institutos de investigación de la madera que en ellos existan.
2. El Director Ejecutivo, a los efectos del párrafo 1 de este artículo, invitará a participar en las consultas a los gobiernos de los países importadores y/o a las organizaciones mercantiles e institutos de investigación de la madera que en ellos existan.
3. El Foro hará recomendaciones al Consejo sobre las actividades sustantivas de la OFICINA.
4. El Director Ejecutivo presidirá las deliberaciones del Foro.

CAPITULO X - RELACIONES CON LAS NACIONES UNIDAS
Y OTRAS ORGANIZACIONES

Artículo 21

Relaciones con las Naciones Unidas y otras organizaciones

1. El Consejo podrá adoptar todas las medidas que sean pertinentes para efectuar consultas o cooperar con las Naciones Unidas y sus órganos, especialmente con el Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo, la Conferencia de las Naciones Unidas sobre Comercio y Desarrollo, la Organización de las Naciones Unidas para el Desarrollo Industrial y el Centro de Comercio Internacional UNCTAD/GATT, así como con la Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación, y, de ser procedente, con otros organismos especializados de las Naciones Unidas.
2. El Consejo podrá cooperar con otros organismos intergubernamentales cuyos intereses y actividades guarden relación con los objetivos de la OFICINA.
3. El Consejo podrá cooperar con gobiernos de Estados no miembros cuyos intereses y actividades guarden relación con los objetivos de la OFICINA.
4. El Consejo podrá adoptar las disposiciones adecuadas para efectuar consultas con organismos no gubernamentales nacionales o internacionales sobre actividades que guarden relación con los objetivos de la OFICINA.

CAPITULO XI - DISPOSICIONES FINALES

Artículo 22

Firma

El presente Convenio estará abierto desde el 16 de enero de 1978 en la Sede de las Naciones Unidas a la firma de los gobiernos de los países productores de madera tropical invitados a participar en la Reunión intergubernamental de países productores de madera tropical celebrada en Ginebra del 31 de octubre al 9 de noviembre de 1977.

Artículo 23

Ratificación

1. El presente Convenio quedará sujeto a la ratificación, aceptación o aprobación de los gobiernos signatarios de conformidad con sus respectivos procedimientos constitucionales.
2. Los instrumentos de ratificación, aceptación o aprobación deberán ser depositados en poder del Secretario General de las Naciones Unidas (denominado en adelante el depositario).

Artículo 24

Entrada en vigor

El presente Convenio entrará en vigor seis meses después de la fecha en que al menos la mitad de los países productores de madera tropical que fueron invitados a la Reunión intergubernamental de países productores de madera tropical, celebrada en Ginebra del 31 de octubre al 9 de noviembre de 1977, hayan depositado sus instrumentos de ratificación, aceptación o aprobación en poder del depositario.

Artículo 25

Adhesión

El presente Convenio quedará abierto a la adhesión de cualquier Estado que pueda pasar a ser parte en virtud del artículo 5 en las condiciones que establezca

el Consejo. La adhesión se efectuará mediante el depósito de un instrumento de adhesión en poder del depositario. Los instrumentos de adhesión deberán expresar que el Estado acepta todas esas condiciones.

Artículo 26

Reservas

No se podrán formular reservas respecto de ninguna disposición del presente Convenio.

Artículo 27

Interpretación

Toda discrepancia o controversia respecto de la interpretación o aplicación del presente Convenio que no puedan dirimir los Miembros interesados se someterá al Consejo para su decisión, a instancia de uno cualquiera de los Miembros que sea parte en tal discrepancia o controversia.

Artículo 28

Exclusión

Si el Consejo comprueba que un Miembro no ha pagado su contribución financiera a la OFICINA dentro de un plazo de veinticuatro meses contado a partir de la fecha en que esa contribución era pagadera, o que no ha cumplido las demás obligaciones que para él se derivan del presente Convenio, podrá adoptar la decisión de excluir a ese Miembro de la OFICINA. El Consejo notificará inmediatamente esa decisión al depositario. Después de transcurridos tres meses desde la fecha de la decisión del Consejo, el Miembro dejará de pertenecer a la OFICINA.

Artículo 29

Retiro

1. Todo Miembro podrá retirarse del presente Convenio mediante notificación dirigida por escrito al depositario, quien informará inmediatamente de tal notificación a los demás Miembros y al Director Ejecutivo de la OFICINA.

2. La notificación del retiro podrá hacerse en cualquier momento después de transcurridos doce meses desde la fecha en que el Convenio entre en vigor.

3. El retiro se hará efectivo una vez que hayan transcurrido doce meses desde la fecha en que el depositario haya recibido tal notificación por escrito.

Artículo 30

Liquidación de cuentas de los Miembros que se retiren o sean excluidos

1. El Consejo efectuará la liquidación de las cuentas de un Miembro que se retire o sea excluido. La OFICINA retendrá las sumas ya pagadas por un Miembro que se retire o sea excluido. Dicho Miembro deberá pagar todas las sumas que deba a la OFICINA en el momento en que el retiro o la exclusión tengan efecto. Sin embargo, en el caso de un Miembro que no pueda aceptar una enmienda y por consiguiente cese de participar en la OFICINA de conformidad con las disposiciones del párrafo 4 del artículo 32, el Consejo podrá proceder a la liquidación de cuentas que estime equitativa.

2. Un Miembro que se haya retirado o haya sido excluido de la OFICINA, o que haya cesado de participar en ella por otra causa, no tendrá derecho a ninguna parte del producto de la liquidación u otro activo de la OFICINA, ni tendrá que soportar parte alguna del pasivo que ésta eventualmente tuviere en el momento de la extinción del presente Convenio.

Artículo 31

Terminación y liquidación de las obligaciones

1. El Consejo podrá adoptar la decisión de poner término a las actividades de la OFICINA.

2. Una vez adoptada tal decisión, la OFICINA cesará todas sus actividades, excepto las necesarias para la ordenada distribución y conservación de su activo y la liquidación de sus obligaciones. Hasta la liquidación definitiva de tales obligaciones y la distribución de dicho activo, la OFICINA seguirá funcionando, y todas las obligaciones y derechos recíprocos de la OFICINA y sus Miembros no sufrirán alteración, pero ningún Miembro podrá ser excluido ni podrá retirarse, y no se hará distribución alguna a los Miembros excepto con arreglo a lo dispuesto en este artículo. El Consejo determinará la base de la distribución del activo. A los Miembros que en tal momento estén atrasados en el pago de sus contribuciones se les deducirá el importe de esas contribuciones de la parte que les corresponda en la distribución del activo.

Artículo 32

Enmiendas

1. El Consejo podrá adoptar la decisión de recomendar a los Miembros la introducción de una enmienda en el presente Convenio. El Consejo fijará el plazo dentro del cual cada Miembro notificará al depositario si acepta o no la enmienda. La enmienda entrará en vigor sesenta días después de que el depositario haya recibido la notificación de aceptación de al menos tres cuartos de las Partes.
2. El Director Ejecutivo comunicará a las Partes en el presente Convenio toda enmienda que al mismo se proponga al menos con seis meses de antelación a su examen por el Consejo.
3. El depositario informará a las Partes del recibo de las notificaciones a las que se refiere el presente artículo y de la fecha en que la enmienda entre en vigor.
4. Un Miembro que no haya notificado su aceptación de una enmienda antes de la fecha en que ésta entre en vigor, cesará de participar en la OFICINA a partir de esa fecha, excepto en el caso de que el Miembro demuestre convincentemente al Consejo que no ha podido proceder a la aceptación en el plazo pertinente a causa de dificultades derivadas de la observancia de su procedimiento constitucional, y de que el Consejo decida prorrogar en favor de ese Miembro el plazo fijado para la aceptación. La enmienda no obligará a dicho Miembro hasta que éste no haya notificado su aceptación.

Artículo 33

Textos auténticos del Convenio

Los textos en español, francés e inglés del presente Convenio son igualmente auténticos. Los originales quedarán depositados en los archivos de las Naciones Unidas.

EN FE DE LO CUAL los abajo firmantes, debidamente autorizados a ese efecto por sus respectivos Gobiernos, han firmado el presente Convenio en la fecha que figura enfrente de sus firmas.

FOR COSTA RICA:
POUR LE COSTA RICA:
POR COSTA RICA:

FOR ECUADOR:
POUR L'EQUATEUR:
POR EL ECUADOR:

FOR GABON:
POUR LE GABON:
POR EL GABÓN:

FOR GHANA:
POUR LE GHANA:
POR GHANA:

FOR GUATEMALA:
POUR LE GUATEMALA:
POR GUATEMALA:

FOR GUINEA:
POUR LA GUINÉE:
POR GUINEA:

FOR GUYANA:
POUR LA GUYANE:
POR GUYANA:

FOR NICARAGUA:
POUR LE NICARAGUA:
POR NICARAGUA:

FOR NIGERIA:
POUR LA NIGÉRIA:
POR NIGERIA:

FOR PAPUA NEW GUINEA:
POUR LA PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE:
POR PAPUA NUEVA GUINEA:

FOR PARAGUAY:
POUR LE PARAGUAY:
POR EL PARAGUAY:

FOR PERU:
POUR LE PÉROU:
POR EL PERÚ:

FOR THE PHILIPPINES:
POUR LES PHILIPPINES:
POR FILIPINAS:

FOR SURINAM:
POUR LE SURINAM:
POR SURINAM:

FOR THAILAND:
POUR LA THAÏLANDE:
POR TAILANDIA:

FOR THE UNITED REPUBLIC OF CAMEROON:
POUR LA RÉPUBLIQUE-UNIE DU CAMEROUN:
FOR LA REPUBLICA UNIDA DEL CAMERUN:

FOR THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA:
POUR LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE:
FOR LA REPÚBLICA UNIDA DE TANZANIA:

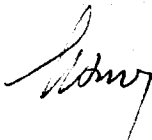
FOR ZAIRE:
POUR LE ZAÏRE:
FOR EL ZAÏRE:

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Agreement establishing the International Tropical Timber Bureau, adopted at Geneva on 9 November 1977 by the Intergovernmental meeting of tropical timber producing countries and opened for signature at United Nations Headquarters, New York, on 16 January 1978, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme de l'Accord établissant l'Office international des bois tropicaux, adopté à Genève le 9 novembre 1977 par la Réunion intergouvernementale des pays producteurs de bois tropicaux, ouvert à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 16 janvier 1978, et dont l'original se trouve déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

For the Secretary-General:

The Legal Counsel



Pour le Secrétaire général :

Le Conseiller juridique

United Nations, New York,
16 January 1978

Organisation des Nations Unies, New York
16 janvier 1978

Certified true copy (XIX.19)
Copie certifiée conforme (XIX.19)
January 1978